

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N°332 – VENDREDI 8 SEPTEMBRE 2017

LE POIVRIER

Selon sa bonne méthode du "en même-temps", Macron prétend jouer à la fois le pompier et le pyromane.

AGENDA MILITANT

→ 11 septembre

Rouen [S'informer et lutter contre la loi Travail XXL](#)

→ 12 septembre

Montluçon [La rentrée des Rencontres de l'Atelier](#)

→ 13 septembre

Saint-Denis [Penser l'émancipation](#)

→ 15-23 septembre

France [Palestine : danser pour exister](#)



→ 16 septembre

Paris [État de la gauche, perspective de nouvelle force politique](#)

→ 21 septembre

Monde [Journée internationale de la paix](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Emancipation**

[Vers l'auto-organisation de la société.](#)

Francis Vergnes

→ **La bataille démocratique**

[Sanofi holding pharma, piste, sanctionne, persécute...](#)

Nucléaire nord-coréen : comment résoudre la crise ?

Il y a quelque chose de consternant dans le traitement politico-médiatique de la crise sur le nucléaire nord-coréen. Tout est conçu pour en faire la menace du seul régime de Pyongyang. Certes, ce régime est bien loin d'être la fine fleur de la démocratie et des libertés. Mais, comment ne pas voir - ou vouloir voir - la complexité de la réalité¹.

La menace n'est pas seulement coréenne. Bien sûr, le programme nord-coréen, comme tous les programmes nucléaires, constitue en soi une menace à la sécurité internationale et à la stabilité. D'où les réactions négatives en chaîne, y compris chinoises. Mais la menace vient aussi d'un antagonisme politique, stratégique et militaire historique très actuel dans lequel sont directement impliquées les plus grandes puissances : États-Unis, Chine, Japon, Russie... Alors, comment faire ?

Il faut constater la réalité d'une Corée du Nord devenue puissance nucléaire. Et mesurer que les sommations, les sanctions... cela ne fonctionne pas. Il est nécessaire qu'une négociation multilatérale puisse se nouer dans un cadre légitime, étroitement lié à l'ONU, afin de définir les conditions d'une sécurité collective et d'une démilitarisation pour l'ensemble de la péninsule coréenne et pour la région. Le processus de discussion doit s'inscrire dans le contexte issu de l'adoption par l'ONU du Traité d'interdiction des armes nucléaires, mais aussi du Traité de Non Prolifération. Ces deux grands textes déterminent un régime juridico-politique : celui de l'interdiction générale et du désarmement. À terme, cela devrait signifier l'élimination des armes nucléaires. Négocier un accord de sécurité en Asie serait donc un pas déterminant pour aller plus loin.

Naturellement, il y a des obstacles : ce qu'il faut faire reculer ce n'est rien moins que les logiques de puissance et l'exercice de la force dans les relations internationales... Et les crispations, notamment françaises, sur la force nucléaire de dissuasion. Mais les risques de confrontation dans cette région, la plus nucléarisée de la planète, n'imposent-ils pas une telle ambition ? Pour dépasser le vieux monde...il faut penser le nouveau.

● Jacques Fath



¹. Voir sur le blog : <https://jacquesfathinternational.wordpress.com/>. J. Fath est l'auteur de *Penser l'après, Essai sur la guerre, la sécurité internationale, la puissance et la paix dans le nouvel état du monde*, Éd. Arcane 17.

● **Guerre nucléaire ?** Alors que la Corée du Nord multiplie les tirs de missiles, pour montrer sa capacité à se doter d'ici peu d'une capacité de frappe nucléaire, Donald Trump ne sait plus quoi faire, oscillant comme à son habitude entre conciliation et déchaînement de violence, par exemple en évoquant la possibilité d'utiliser... l'arme nucléaire. Dominique De Villepin vient de prendre une position qui tourne le dos aux discours guerriers. En réponse à une question de la journaliste Léa Salamé « *Kim Jong-un est-il fou ?* », il explique : « *Je pense qu'il est rationnel. Il y a trois options : agir militairement, mais on ne peut pas car les conséquences sur les populations seront dramatiques. Ne rien faire, ce qui n'est pas envisageable, ça provoquerait encore plus de danger. Ou essayer d'engager un dialogue* ». Et l'ancien ministre des Affaires étrangères d'enfoncer le clou : « *Il faut écouter la Chine sur ce dossier. C'est encore le pays qui a le plus de moyens de se faire entendre. Il faut aussi user plus de sanctions. On a déjà utilisé des sanctions par six fois. Il reste encore une étape : l'arme du pétrole qui compliquera les choses considérablement pour la Corée* ». Et aussi : « *Nous ne pouvons pas donner un chèque en blanc à Trump dans la gestion de la crise avec la Corée du Nord* ».

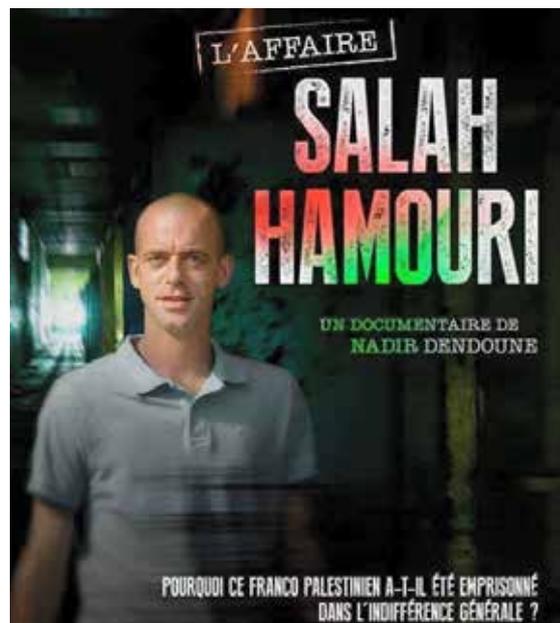
● **Bain de sang.** On peut passer d'excellentes vacances en Birmanie et ne rien voir de la répression par l'armée des Rohingyas, cette minorité musulmane installée dans certaines régions du pays depuis des siècles. Les morts se comptent par centaines. Sans doute qu'il ne suffisait pas que des centaines de milliers de personnes soient depuis des années parquées dans des camps, dans l'impossibilité de se marier, d'envoyer leurs enfants à l'école, et régulièrement attaqués par des sectes bouddhistes ayant pignon sur rue (comme celle du moine extrémiste

Arbitraire. Salah Hamouri de nouveau arrêté par l'État israélien. Plus [ici](#). Revoir le documentaire ci-dessus en accès libre [là](#).

Ashin Wirathu, qui défend « *la race et la religion* ». La répression a le soutien d'Aung San Suu Kyi, la célèbre prix Nobel de la Paix (1991), reconvertie en alliée de l'armée et otage des bouddhistes radicaux. Après les organisations humanitaires, l'ONU, indiquant que 123 000 personnes viennent de se réfugier au Bangladesh, a commencé à parler un peu plus fort, tandis que la France et l'Union européenne restent silencieuses. Combien de morts, encore, d'ici à la venue du pape François, en novembre, qui forcera peut-être à accorder un peu plus d'attention à cette région du monde et aux victimes de l'État birman ?

● **Non-choix.** Le dimanche 24 septembre auront lieu les élections législatives allemandes. Présenté comme un moment fort (et unique) de la campagne électorale, le débat télévisé du 3 septembre entre Angela Merkel (CDU) et Martin Schulz (SPD) aura montré à quel point leurs projets sont à peu de choses

Image de la semaine



près des copies conformes. Tout juste pointerons-nous la position de Merkel sur le sort des migrants, assumant sa position en faveur de leur accueil (sous certaines conditions). Reste que la politique néolibérale allemande oriente toute l'Union européenne vers de nouvelles catastrophes et que l'enjeu de ces élections est qu'une alternative émerge hors des deux mammoths ensablés dans leurs certitudes.

● **Avortement, les femmes décident !**

Un appel "Pour le droit à l'avortement dans toute l'Europe !" vient d'être publié : « *En solidarité avec l'ensemble des femmes européennes, après la lutte exemplaire des femmes espagnoles en 2014, polonaises en 2016, nous exigeons que les droits des femmes, la liberté à disposer de son corps, le droit à l'avortement et à la santé soient respectés dans tous les pays européens et inscrits comme droits fondamentaux pour l'égalité en Europe. Aujourd'hui, le droit à l'avortement au sein de l'Europe relève de la compétence de chaque État. Interdit à Malte, sous hautes contraintes en Irlande, en Hongrie et en Pologne, le droit à l'avortement, même légalisé, est, peut ou pourrait être remis en question par le maintien de la clause de conscience des médecins (Italie), l'absence de structures hospitalières adéquates (Grèce, Bavière), les restrictions de personnels et les suppressions des centres pratiquant l'avortement lors de*

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

Noyau : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin

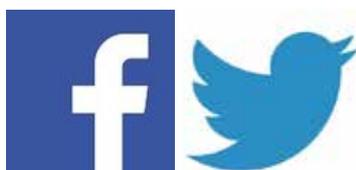
Chroniqueurs : Francis Combes,
Catherine Destom-Bottin, Sylvie
Larue, Patricia Latour, Stéphane
Lavignotte, Pierre Zarka

Site, blog, réseaux : Gilles Boitte,
Jean-Claude Faure, André Pacco.

cerises@plateformecitoyenne.net



MEDIAPART



restructurations hospitalières (France), et, dans tous les pays, par l'élection de gouvernements réactionnaires, conservateurs et rétrogrades ». L'appel formule plusieurs exigences avant d'appeler à une mobilisation européenne autour du 28 septembre, journée internationale du droit à l'avortement. Lire et signer [ici](#)



● **Tous ensemble**, contre la casse du droit du travail ! Un meeting unitaire aura lieu samedi 9 septembre à 14 h, à l'Annexe Varlin de la Bourse du travail de Paris, 29 Bd du Temple, (métro République). Parmi les participants : Clémentine Autain (Ensemble!), Ana Azaria (Femmes Egalité), Jacqueline Balsan (MNCP), Fatima Benomar (Les Effronté.e.s), Olivier Besancenot (NPA), Eric Coquerel (PG, France Insoumise), Josepha Diringier (juriste, GR.PACT), Jean-Baptiste Eyraud (DAL), Gérard Filoche (BN du PS), Karl Ghazi (CGT Commerce), Murielle Guilbert (Union syndicale Solidaires), Sabina Issehnane (Economistes atterrés), Judith Krivine (Syndicat des Avocats de France), Frédéric Lordon (économiste), le PCF, Willy Pelletier (Fondation Copernic), Juliane Pinsard (Syndicat de la Magistrature), Sandra Regol (EELV), Aurélie Trouvé (ATTAC), la CGT Inspection du travail, etc. Le texte complet de l'appel à ce rassemblement est [ici](#).

● **Mépris social**. Dans un communiqué, la Ligue des droits de l'homme dénonce les ordonnances Macron comme « une réduction des droits aux couleurs du mépris social ». La Ligue estime que « la logique » du projet gouvernemental est « de fragiliser fortement les droits de l'Homme dans l'emploi et le travail ». Et de mettre en cause la fragilisation de la capacité juridique de contestation des salariés et des syndicats face aux employeurs, citant de nombreuses dispositions. « La LDH, fidèle à son orientation de défense de tous les droits, dénonce l'atteinte à la dignité humaine de toutes et tous dans le travail que constituent les ordonnances, et l'adoption de certaines dispositions générales qui pénaliseront plus particulièrement les femmes. Souvent précaires, en familles monoparentales, chargées

Malgré...

Malgré la débâcle des banquises
et les écueils et les brisants
malgré les eaux glacées
malgré les congères et les tornades
malgré les dunes et les dos courbés
malgré les marais et les sables mouvants
dans les bureaux, les rues, les avenues
malgré les vents contraires et les orties
les buissons d'épineux qui poussent dans nos cités
malgré les collines de l'espérance
toujours à escalader. Malgré la fatigue
et ceux qui voudraient nous décourager
nous franchirons le jour
en nous tenant la main.



● **Francis Combes**

Lecture au Théâtre de la mer, pendant le festival de Sète, avant le spectacle de Paco Ibanez (sur la photo), 26 juillet 2017

des tâches domestiques et d'éducation des enfants, elles restent les plus vulnérables. (...) Les ordonnances accentueront l'asymétrie – déjà importante – de position en faveur des employeuses. Elles sont la marque d'un très grand mépris social ». À lire [ici](#).

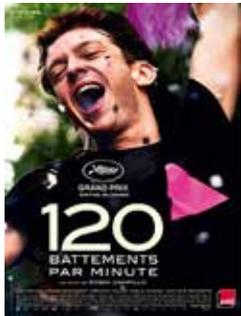
● **Rends les contrats aidés !** François Ruffin vient de lancer une pétition pour dénoncer la suppression des contrats aidés, dont voici le texte intégral : « Des associations, des Ehpad, des collectivités locales, des écoles se retrouvent au pied du mur car Macron et son gouvernement ont décidé d'arrêter le mécanisme des emplois aidés (CEA-CUI). Mais, au-delà de ces structures fragilisées, ce sont des milliers de personnes qui se retrouvent sans emploi. Plus de 200 000 en France. Le gouvernement se défend en disant que les emplois aidés ne sont pas suffisamment efficaces. Mais, aujourd'hui, il ne propose rien pour remplacer ces contrats. Nous refusons que le gouvernement vienne faire de minables économies sur le dos des plus faibles ». Pour signer, c'est [ici](#).

● **Nouveau front**. Le gouvernement joue les incendiaires, à quelques jours de la mobilisation contre la loi Travail : dans un entretien à une revue interne à la SNCF, Macron a « dévoilé son ambition » (sic !) concernant l'entreprise publique, évoquant notamment la suppression des régimes spéciaux de retraite des cheminots en échange de la suppression de sa dette. Au-delà de l'effet manipulateur de ces provocations présidentielles (la CGT a évoqué un « contre-feu allumé afin de détourner les cheminots des sujets d'actualité »), tout le monde saisit déjà quelles seront les orientations fondamentales de la future loi sur les retraites annoncée pour début 2018.

● **Sans blague**. Ce mardi 5 septembre, François Hollande est devenu président de la fondation La France s'engage. L'ancien capitaine de pédalo a déclaré : « Je continuerai à accompagner et valoriser les initiatives qui font bouger la France et qui témoignent que le meilleur de l'innovation peut bénéficier non seulement à l'économie, mais aussi à la solidarité ». La Fondation dispose de

Délicieux

Une œuvre totale



Act Up-Paris, créée en 1989. Ses activistes sont en sur-sis car, à l'époque, le sida c'est la mort assurée. Le film de Robin

Campillo, *120 battements par minute*, est une œuvre totale, quasi-documentaire : la politique, la mobilisation des affects et des corps, l'amour entremêlés. Le spectateur est presque un participant aux réunions hebdomadaire de l'association, partie prenante des actions coups de poings et dans l'intimité de la relation entre Nathan, un nouveau militant, et Sean, dont la santé décline. Face à la très grande violence de la maladie qui décime les proches (homosexuels, toxicos, prisonniers, prostitués...), la dénonciation de la cupidité des labos, de la passivité de l'État et des tabous de la société.

On dit parfois qu'à chaque époque correspond ses combats et ses modes de lutte. Nul doute cependant qu'il y a beaucoup à tirer du film pour développer, face aux scandales d'aujourd'hui, des modes d'action qui bousculent la société et les institutions. Invité dans les médias pour évoquer le film, le fondateur d'Act Up-Paris, Didier Lestrade, ne manque pas une occasion de citer la situation des migrants, exprimant le besoin qu'émergent de nouvelles interpellations. C'est là une forme de prolongement logique et puissant du film.



● **Gilles Alfonsi**

30 millions d'euros par an (émanant notamment de la BNP, de Total, d'Andros et d'Artémis). Ce n'est pas un *fake*.



● **Meurtres de femmes.** 123 femmes ont été tuées, en France, par leur conjoint en 2016, selon l'étude annuelle de la Délégation aux victimes du ministère de l'Intérieur. 34 hommes ont également été victimes de leurs compagnes. Par rapport à 2015, où 144 victimes (dont 122 femmes) étaient recensées, les morts violentes au sein du couple étaient en hausse de 9 % en 2016. L'étude précise que 37 % des auteurs d'homicides étaient connus de la police et que sur les 109 femmes tuées par leur conjoint, près d'un tiers avait déjà été victime de violences.

● **Crimes.** Les juges d'instruction viennent de renvoyer les laboratoires Servier et l'Agence du médicament devant le Tribunal correctionnel de Paris dans l'affaire du Mediator. Pour mémoire, le médicalement anti-diabétique, prescrit pendant plus de trente ans à des millions de personnes, a selon les expertises judiciaires causé entre 1 520 et 2 100 décès. Selon *Le Monde*, « conformément aux réquisitions du parquet de Paris, les juges d'instruction ont ordonné le 30 août le renvoi en correctionnelle du groupe pharmaceutique pour "tromperie aggravée, escroquerie, blessures et homicides involontaires et trafic d'influence" ». Ainsi, le laboratoire est accusé d'avoir dissimulé le caractère anorexigène du médicament ainsi que des risques d'hypertension artérielle pulmonaire et de lésions des valves cardiaques. Les défenseurs des victimes continuent, eux, à demander un procès pénal.

● **Plombé.** Europacity, le méga projet de centre commercial porté par Auchan, a du plomb dans l'aile. À l'issue de l'enquête publique sur la révision du plan local d'urbanisme de Gonesse, la ville du 95 où il est censé être implanté, le commissaire enquêteur chargé d'un rapport a émis un avis défavorable sur le projet. Il évoque notamment des effets négatifs sur l'environnement, des dégâts sur le tissu commercial environnant et sur l'emploi. À noter, les localités voisines de Gonesse, de gauche comme de droite, sont à peu près toutes contre cette opé-

ration. Avec 200 000 m² de surfaces commerciales prévues et 30 millions de visiteurs par an visés (de quoi faire pâlir la Tour Eiffel, qui ne reçoit "que" 7 millions de visiteurs annuels...), Europacity devait être, selon ses promoteurs, un lieu "grandiose" ou "révolutionnaire" (sic !) de commerce et de loisirs. Reste donc à trouver un nouveau lieu d'implantation... Sur la planète mars (mais ça ne serait pas très sympa pour les Martiens) ?



● **Les bonnes résolutions de la rentrée.** « Viens, on dirait qu'on n'oublierait



plus rien. On dirait que tous nos rêves estivaux, dévoilés entre une sieste et un barbecue, ne seraient pas que des mots. La vie

est comme un jeu d'enfants, pleine de "on dirait que le crocodile il jouerait de la flûte à bec magique !". La vie est simple : en septembre il faut prendre de bonnes résolutions ! » Le numéro 9 de la *Chronique des 4 jeudis*, de Laurent Eyraud-Chaume est [est sur alternatives.org](http://est-sur.alternatives.org).

● **Fête de L'Huma(in).** Le rendez-vous politique et culturel incontournable de la rentrée, la Fête de L'Huma, c'est les 15, 16 et 17 septembre à La Courneuve. Mélenchon n'y sera pas, mais il y aura tout de même de nombreux spectacles, plein de débats et en plus, selon Météo France, il fera beau (on a vérifié !). + d'infos [ici](#).



● **Sur les écrans.** C'est une "petite" histoire : celle d'un paysan (interprété par Swann Arlaud) de Haute-Marne confronté à la maladie d'une de ses vaches, puis d'une autre... Réalisé par Hubert Charuel, *Petit paysan* est un film sombre et particulièrement sensible, où l'on ressent plus que la compassion pour l'anti-héros, face à la machine bureaucratique des contrôles sanitaires, face à l'impuissance d'une ruralité finissante confrontée à « la pulsation d'une société néolibérale dont elle n'est, finalement, qu'un des multiples visages » (*Le Monde*).

Relever la tête et construire l'alternative face à un pouvoir faible

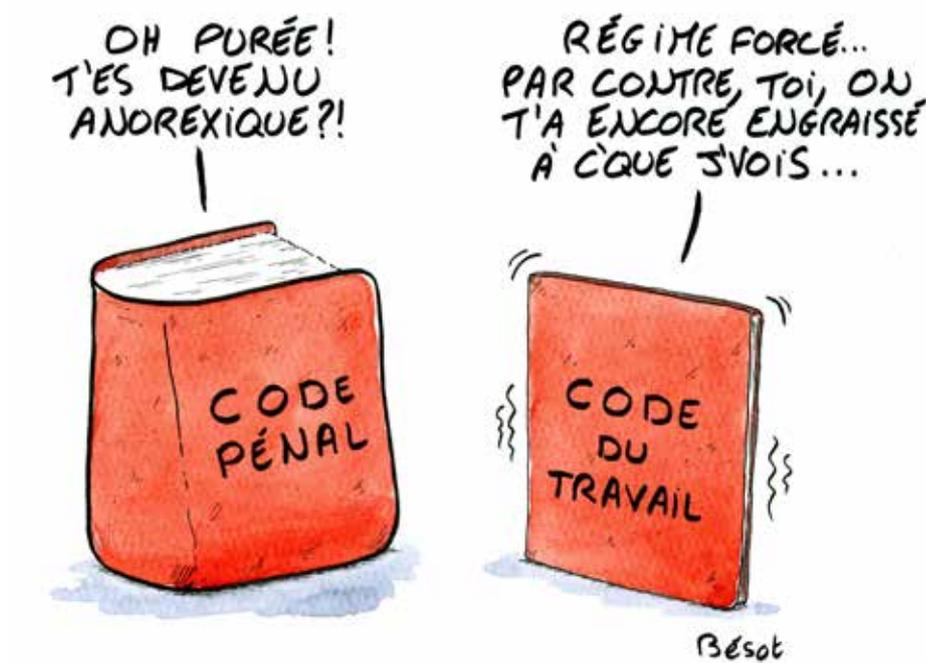
La grève et les manifestations des 12 et 23 septembre seront les premiers moments forts d'une mobilisation qui devra être durable et sortir des sentiers battus des mouvements défensifs des dernières décennies.

Il existe deux manières de s'inscrire dans la période politique présente : se focaliser sur les échéances immédiates, comme y invite le cirque médiatique, avec le risque d'enregistrer des défaites qui, pour partie, sont conjoncturelles ; ou se mobiliser à la fois pour l'immédiat et pour l'avenir.

Démasquer l'imposture et la perversité du pouvoir

Il n'est pas tellement besoin de démontrer que les ordonnances Macron constituent une régression pour les salariés du privé. D'habitude, face aux projets de loi gouvernementaux, on discute surtout de chaque mesure proposée pour apprécier en quoi elle est néfaste, et le débat public se réduit souvent à ce seul objet. Or, cette fois, le pouvoir entend franchir un cap dans sa lutte idéologique : nous sommes invités à accepter l'idée globale que des mesures explicitement régressives pour les droits des salariés seraient positives pour la dynamique économique, l'entreprise et donc les salariés voire la société.

Pour cela, le pouvoir ne prend pas de gants. Il reprend entièrement à son compte les vieux poncifs du patronat, à savoir que le code du travail pénaliserait l'emploi, que faciliter les licenciements serait une bonne chose, qu'affaiblir les syndicats serait positif, que rogner sur les droits des salariés serait synonyme de croissance, etc. Sauf que beaucoup de ces idées ne vont pas de soi, voire sont carrément minoritaires dans la so-



© Sébastien Bésot (<http://besot.canalblog.com/>)

ciété. C'est ainsi qu'en voulant imposer crûment leur logique commune, le gouvernement et le patronat prennent le risque de réactiver la lutte des classes dont ils ont précédemment nié l'existence, les uns appelant à dépasser les vieux clichés, les autres se situant explicitement et à gauche et à droite. Dans les prochains mois, les prochaines années, ça passera, et dans ce cas nous serons bientôt une société à l'américaine, sans le modèle social que nous envie paraît-il le monde entier ; ou alors ça cassera, c'est-à-dire que la société française tournera la page de décennies à rogner les

droits sociaux et s'attachera à relancer son modèle social ou, mieux, à le dépasser par le haut.

L'exigence d'une séparation entre le Medef et l'État prend de plus en plus de sens, car la puissance publique n'est plus du tout envisagée comme pouvant garantir un certain niveau de protection des personnes. L'État et les politiques ne se cachent même plus derrière le masque de l'intérêt général - formule sacrée des discours politiques, qui gomme le fossé entre, d'une part, les principes constitutionnels et les textes de loi et,

Pas seulement la défense... l'attaque !

Lancée par la CGT, rejointe par Solidaires et la FSU, par certaines organisations de Force ouvrière, la journée du 12 septembre contre les ordonnances Macron sera un moment fort pour apprécier la disponibilité des salariés, du privé directement concerné et du secteur public, face aux ordonnances Macron. Initiée par France insoumise, la mobilisation du 23 septembre pourrait amplifier le mouvement, dans un contexte où le pouvoir a prévu d'aller le plus vite possible. Mais surtout, l'enjeu est de placer le curseur de la mobilisation du côté de l'alternative politique (par exemple en portant l'exigence de passer aux 32 heures pour tous, afin de réduire le chômage et d'améliorer la vie du plus grand nombre).

Un débat traverse les organisations de la gauche dite d'alternative, car France insoumise n'a pas cherché, d'abord, à construire un appel unitaire et a pris seule l'initiative de la manifestation. Espérons que les querelles de clochers stériles et les règlements de compte sur les réseaux sociaux ne focaliseront pas toutes les énergies et que nous pourrons, dans les prochains jours, débattre autour de cette idée : pour ne pas échouer à la manière de la gauche à d'autres époques, l'alternative politique doit s'inscrire dans une dynamique de dépassement du capitalisme.

● G.A.

d'autre part, les réalités de la vie quotidienne. Au-delà des régressions prévues par les ordonnances, nous sommes bien devant une philosophie et un choix de société.

Résister ne suffit pas

Le président directeur général de la France et son principal collaborateur, Edouard Philippe, ont bien verrouillé leur affaire. Ils ont piégé les organisations syndicales, auxquelles sauf exceptions (la CGT et Solidaires... mais la situation à FO mérite d'être suivie de près) cela semble convenir. En procédant par ordonnances, ils ont déjà gagné du temps et, vu la majorité dont ils disposent à l'Assemblée nationale, ils pensent pouvoir passer sans problème l'étape parlementaire. En début de mandat, ils entendent ainsi faire passer des lois impopulaires, ce qui dit bien le fond antidémocratique de leur parti pris : imposer à la société des réformes dont les enquêtes d'opinion montrent qu'une forte majorité de citoyens ne veut pas, en s'appuyant sur la légitimité acquise (par défaut) lors des scrutins électoraux.

C'est pourquoi le rapport de force à court terme est difficile pour ceux qui veulent défendre les droits sociaux. Ou plutôt la situation est complexe : dans

La perspective ne peut pas être seulement de résister par des manifestations ou des grèves ponctuelles. Elle suppose de faire dérailler le train des réformes néolibérales, et cela ne peut se passer que dans et à partir de la société.

la société, le rapport de force est plutôt à la critique des contenus des ordonnances Macron, alors que du côté des institutions Macron peut tout écraser. De fait, nous sommes face à une fuite en avant antidémocratique, alors même que contrairement aux apparences qu'il prétend se donner, le pouvoir est faible.

Dès lors, non seulement l'enjeu n'est pas de faire un effort de conviction vis-à-vis du gouvernement, comme ont fait mine de le croire la CFDT et malheureusement FO, en misant sur la concertation, mais la perspective ne peut pas être non plus seulement de résister par des manifestations ou des grèves ponctuelles. Elle suppose de faire dérailler le train des réformes néolibérales, et comme cela ne peut pas se jouer au sein des institutions parlementaires, où le pouvoir est hégémonique, cela ne peut se passer que dans et à partir de la société. D'une manière ou d'une autre, il faudra une situation de crise ou une interruption de la normalité institutionnelle pour qu'il y ait rupture avec les politiques scélérates... à moins bien sûr d'attendre la fin du quinquennat Macron et ses destructions massives.

Mettre l'alternative au centre

À partir des constats qui précèdent, on peut tirer quelques fils. Sur la nature de l'action syndicale : elle ne peut être entièrement centrée sur la besogne quotidienne (la résistance aux mauvais coups et à la loi du moment, le combat contre les cinq ordonnances pour obtenir quelques concessions). Elle doit aussi se préoccuper de contribuer à la lutte idéologique, s'intéresser à la question de l'alternative (au lieu d'être de fait aux abonnés absents à ce propos... depuis des décennies) et s'inscrire sur le temps long. Sur la légitimité d'initiatives politiques fortes : non seulement il est nécessaire que les forces politiques de la gauche d'alternative soient parties prenantes des mobilisations, mais elles ont un rôle clef pour mobiliser la société en portant une autre conception de la société et une alternative politique. C'est pourquoi l'initiative de la France insoumise du 23 septembre est non seulement positive mais déterminante.

● Gilles Alfonsi

Une rentrée en fanfare ?

Au collège Pierre De Geyter, la rentrée s'est faite en musique... au son de l'Internationale ! Le ministre J.-M. Blanquer voulait un accueil en musique pour les élèves de 6^e, voilà, c'est fait !

Mais il n'y aura guère que cette anecdote qui ait un petit air révolutionnaire. Pour le reste, Macron et son ministre 2.0 font plutôt dans le conservatisme tout en prenant des décisions à la hâte afin de revendiquer le changement dès leur première rentrée scolaire.

La réforme du collège est toilettée : retour des classes bilingues, relance de l'enseignement des langues anciennes, retour des évaluations en CP et en 6^e... Les EPI (enseignements pratiques interdisciplinaires) tant décriés (on ne les regrettera pas ceux là...) redeviennent facultatifs. Exit la semaine de 5 jours et les dispositifs municipaux pour l'accueil des élèves après l'école qui ont nécessité tant de concertation et de nouvelles organisations, allez hop, on repasse à la semaine de 4 jours pendant l'été pour plus d'un tiers des écoles.

Que dire du dispositif 12 élèves par classe dans les CP des réseaux prioritaires ? Il est mis en place au détriment du dispositif "Plus de maîtres que de classes", sans demander l'avis des intéressés, et là encore sans évaluation de cette organisation qui laissait aux équipes pédagogiques des écoles plus de souplesse dans l'utilisation de moyens humains supplémentaires.

Dans la même veine, J.-M. Blanquer a relancé la polémique sur les méthodes d'apprentissage de la lecture, oubliant que sur cette question, deux conférences du consensus se sont tenues en 2003 et 2016, confrontant des expériences de terrain et des expériences

scientifiques et aboutissant à des recommandations diffusées largement et dont la mise en œuvre est évaluée.

Le temps de l'école n'est pas le temps des élections et des changements de gouvernement. Le système éducatif n'a pas besoin d'être réformé au gré des alternances politiques, au gré d'un pouvoir extérieur et de décideurs mandatés par seulement 24 % d'électeurs.

Enseignants, chercheurs, personnels éducatifs, parents, c'est à nous de décider. Et si les grands objectifs du système éducatif doivent donner lieu à un débat

Réapproprions-nous la politique du service public d'éducation, nous qui en sommes les principales actrices et acteurs, et redonnons du sens à un processus démocratique de construction d'un projet éducatif commun.

public national, les contenus, les méthodes, les programmes devraient être prioritairement définis par celles et ceux qui les mettent en œuvre. Le ministère de l'Éducation nationale devrait être l'outil utile au partage, à la mise en commun, aux concertations, aux évaluations des différents dispositifs et les décisions devraient être tranchées au consensus dans les instances représentatives. Sortons de la tutelle des politiques, politiques au sens étroit du terme, et réapproprions-nous la politique du service public d'éducation,

nous qui en sommes les principales actrices et acteurs, et redonnons du sens à un processus démocratique de construction d'un projet éducatif commun.

Loin de l'égalitarisme version CTR.Z, et de la remise en cause de la démocratisation du système scolaire, il nous faut travailler ensemble patiemment pour promouvoir l'égalité d'accès aux savoirs, aux connaissances, aux compétences pour l'émancipation de tous nos élèves.

● Sylvie Larue



Mise en bouche en forme de menu

Cent ans après la Révolution d'Octobre, où en sommes-nous ? Après le temps des contre-révolutions des dernières décennies, nous vivons le temps des redéfinitions.

Le capitalisme a beaucoup changé... mais il est toujours le même. Il n'est pas "amoral", (contrairement à ce qu'affirme un philosophe français) ; il est profondément immoral. Il l'est parce qu'il privilégie une petite minorité, toujours plus riche, au détriment de l'immense majorité. Et il l'est parce qu'il privilégie le profit à court terme sur les intérêts à moyen et long terme de l'ensemble de l'Humanité. Son maintien en vie menace la vie sur Terre. Il serait donc plus nécessaire que jamais de s'en débarrasser.



© Patricia Latour

Mais si la révolution est certainement toujours nécessaire, elle est à repenser. Ne serait-ce que pour tirer leçon des échecs d'hier.

Le siècle qui commence ne sera pas la répétition du siècle passé.

Un fait paraît acquis. Le maintien du système, malgré ses tares que chacun connaît et que la plupart reconnaissent, tient non seulement à la violence dont il peut faire usage contre les peuples (et dont il fait usage) mais aussi au consentement qu'il parvient à organiser.

Le consentement à la servitude volontaire est le vrai secret de la domination prolongée d'un système capitaliste, toujours en crise et de plus en plus sénile et mortifère.

Aragon ou Paul-Vaillant Couturier pouvaient, dans les années trente, au moment du Front populaire, s'assigner l'objectif que le peuple accède à la culture. Ce fut l'ambition des Maisons de la culture. Cette orientation, nouvelle à l'époque et qui rompait avec l'idée étroite d'une culture prolétarienne opposée à la culture bourgeoise, ouvrait la voie à la revendication, par la

classe ouvrière et le peuple, du meilleur de la culture nationale. Elle ouvrait aussi la voie à l'union dans la Résistance. Et elle a continué d'inspirer après-guerre les politiques culturelles progressistes et communistes dont l'esprit est résumé par la formule d'Antoine Vitez : « être élitiste pour tous ».

Cet impératif est toujours d'actualité. Mais quelque chose a changé : le développement à l'échelle mondiale d'une culture de masse, encadrée par les industries culturelles et les grands médias.

La culture n'est plus l'empyrée céleste auquel un peuple, censé privé de culture, doit pouvoir accéder.

Aujourd'hui, la "culture" est un marché, (le marché des idées et des images qui rivalise, au niveau mondial, avec celui des armes). La culture est un marché et le moyen de maintenir le consentement au système. Le problème n'est pas tant le manque de culture que le trop-plein d'une culture aliénante à laquelle personne n'échappe. La culture conditionnée et conditionnante du capitalisme est le liquide amniotique dans lequel nous baignons tous.

L'investissement *dans* la culture (une certaine culture... parallèle au régime sec imposé à la culture non "bankable") et l'investissement *de* la culture par le capitalisme forment une stratégie délibérée.

On sait que l'ancien président Sarkozy, de même que l'extrême-droite, n'hésitait pas à se réclamer de Gramsci.

A contrario, il ne peut y avoir de mouvement progressiste et révolutionnaire sans combat dans la culture, sans un effort prolongé et multiforme pour créer un vrai "courant culturel" dans la société.

L'activiste américain Abbie Hoffmann, qui fut l'une des figures des mouvements contestataires de la jeunesse américaine des années soixante-dix, parlant des rapports entre culture et action politique, disait qu'on ne pouvait pas faire de ski s'il n'y avait pas de neige... La métaphore est toujours valable.

La situation présente redonne de ce point de vue de l'acuité à des pensées anciennes. Par exemple, la critique que Pascal faisait de la « *distraction* » (à partir d'un point de vue religieux qui n'est évidemment pas le nôtre) prend un relief singulier aujourd'hui.

De même les réflexions de Brecht sur l'identification dans le théâtre aristotélicien et la nécessité de la distanciation. (Si celle-ci était certainement souhaitable pour sortir des ornières du "théâtre bourgeois", que dire de sa nécessité face à la fascination parfois fascinante qu'exercent aujourd'hui des écrans de toutes sortes ?)

Cette attitude active et critique au sein de la culture est d'autant plus nécessaire que nous connaissons aujourd'hui un vrai processus d'«acculturation», au sens que donnent à ce mot les ethnologues : le fait pour un groupe humain, un peuple (en fait, la plupart des peuples), d'adopter une autre culture que la leur et de se rallier à la culture du groupe dominant.

L'empire cherche à compenser son déclin relatif par sa suprématie militaire, mais aussi culturelle. Toute stratégie de résistance et de reconstruction d'une alternative suppose d'intervenir non seulement *pour* la culture, (comme nous l'avons toujours fait) mais *dans* la culture.

Qui dit culture dit mémoire. La question de l'Histoire est devenue capitale. Le processus de transformation de l'esprit d'un peuple suppose non seulement la réécriture permanente de l'histoire (celle-ci est normale) mais une entreprise systématique de révisionnisme historique.

En France, nous avons pu mesurer les effets de ce révisionnisme au sujet de la Révolution française. Mais celle-ci n'est

pas la seule victime... La révolution russe est aussi toujours aux premières loges, bien sûr. La guerre et la Résistance aussi. La façon dont le président Macron a fait le *mea-culpa* de la France, au sujet des rafles du Vel d'Hiv, en est un bel exemple. Non... tout le monde ne fut pas coupable. Derrière l'acte de contrition officielle, c'est en fait à une opération de blanchiment des responsabilités de la classe dominante et de Vichy qu'on assiste. Et de criminalisation de l'antisionisme assimilé à l'antisémitisme.

De même, au cours de l'été, avons-nous découvert qu'un « *débarquement américain* » inconnu au bataillon se serait produit en 1917, pour voler au secours des Français...

L'empire cherche à compenser son déclin relatif par sa suprématie militaire, mais aussi culturelle. Toute stratégie de résistance et de reconstruction d'une alternative suppose d'intervenir non seulement pour la culture, (comme nous l'avons toujours fait) mais dans la culture.

Nous essayerons, au fil de l'actualité, de nous mêler de ces sujets et d'y mettre notre grain de sel.

De même nous aimerions nous intéresser à ce qui souvent ne retient guère l'attention, mais qui fait la matière de nos jours : les séries télévisées, la publicité, le sport, les jeux et les différentes manifestations du spectacle et de la culture de masse. Cette activité de lecture ou de relecture, relève de la critique idéologique. Mais en essayant de faire notre profit de ce que Roland Barthes nommait la « *sémiologie* », dont il a donné dans ses *Mythologies* de réjouissants exemples. La question de la langue est évidemment au cœur de la critique des mythologies actuelles. Mais il n'y a pas que la langue. Tout ne passe pas par les mots. Les images, les actes ou les objets aussi peuvent nous parler et constituer une manière de langage.

Nous nous proposons donc d'entreprendre ici un modeste travail de décryptage. Mais ce décryptage devrait s'accompagner (nous l'espérons) d'un travail de repérage.

Il ne s'agit pas de céder à la tentation, parfois vive, de la critique absolue. Nous n'avons nullement l'intention de parler de tout et de rendre compte de l'actualité. Il nous importera peu, par exemple, de voler au secours de la victoire et d'encenser ceux qui le sont déjà et n'ont pas besoin de nous. Mais nous aimerions par contre essayer de repérer ce qui naît et nous paraît porteur d'avenir. Ce qui nous paraît signe d'une culture nouvelle. Tout n'est pas dans les mains des maîtres. Le peuple aussi, dans l'extraordinaire diversité qui est la sienne aujourd'hui, a son mot à dire.

